

Immersion dans une prison « pour délinquants étrangers »

L'idée séduit la Belgique. Le gouvernement danois veut appliquer la double peine à ses délinquants étrangers en les envoyant dans des prisons au Kosovo, avant de les expulser vers leur pays d'origine. Malgré les critiques, ce genre de projets se multiplient dans des Balkans occidentaux tenus à la porte de l'Union européenne.

REPORTAGE

LOUIS SEILLER
ENVOYÉ SPÉCIAL À GJILAN

Ses miradors et ses murs en brique rouge surmontés de barbelés dominent la vaste plaine qui s'étend jusqu'aux montagnes macédoniennes. Juchée en haut d'une colline, au-dessus d'une mosquée, la prison de Gjilan s'impose dans les environs vallonnés de la deuxième ville du Kosovo. A l'intérieur, le bruit des trousseaux de clés résonne dans des couloirs qu'astiquent des détenus en gilets orange.

« D'après l'accord que nous avons signé pour dix ans, 300 criminels venus du Danemark seront transférés dans cette prison », explique Ismail Dibrani, le directeur du service correctionnel du Kosovo. Les autorités du petit pays des Balkans jouent la carte de la transparence en ouvrant les portes de cette prison modèle à la presse internationale. Inaugurée en 2016 et occupée aux deux tiers, elle devrait prochainement passer

sous pavillon scandinave. « La prison sera administrée à travers une cogouvernance entre Danois et Kosovars : les lois danoises s'y appliqueront, avec un gouverneur danois, mais le staff et les gardiens seront kosovars. »

Selon l'accord ratifié en mai 2024 à une large majorité par le Parlement à Pristina, les détenus kosovars qui font aujourd'hui les cent pas dans la prison de Gjilan devraient laisser leur place à des délinquants étrangers, condamnés à 2.000 kilomètres du Kosovo. « Ces transferts ne concerneront pas les personnes souffrant de troubles mentaux ni celles condamnées pour extrémisme religieux ou terrorisme », affirme Ismail Dibrani. « Ce seront principalement des condamnés à des peines de cinq à dix ans et originaires de pays tiers. » Une fois qu'ils seront sortis de leurs cellules balkaniques, l'accord prévoit le renvoi des détenus vers leur pays d'origine.

Cette double peine est brandie comme une victoire par le gouvernement danois. « Un signal clair aux cri-

minels étrangers : leur avenir n'est pas au Danemark », déclarait ainsi l'an dernier le ministre de la Justice, Peter Hummelgaard, après avoir visité la prison de Gjilan. Devenus les champions européens d'une politique anti-immigration particulièrement restrictive, les sociaux-démocrates danois au pouvoir justifient ce projet par une hausse de la population carcérale et des difficultés de recrutement de personnel. Le coût de cette délocalisation dans l'un des pays les plus pauvres d'Europe est plutôt modeste pour le riche Danemark : 210 millions d'euros sur dix ans, soit quatre fois le budget du ministère de la Justice kosovar.

Les défenseurs des droits humains s'alarment

A quelques kilomètres de la prison, l'arrivée prochaine des détenus en provenance du Danemark n'alimente pas vraiment les conversations des cafés du centre piétonnier de Gjilan. Le projet, évoqué épisodiquement par les médias depuis 2021, reste flou pour beaucoup d'habitants, même si la plupart y voient des avantages concrets. « Deux cents millions d'euros, ce sont des revenus importants pour le Kosovo », résume Arben Rexhipi, 52 ans, téléopérateur pour une grande entreprise allemande. « Et puis, ces accords politiques bilatéraux sont aussi intéressants d'un point de vue diplomatique. »

Comme plusieurs pays membres de l'Otan, le Danemark a soutenu l'indépendance du Kosovo en 2008, et la



Au Danemark comme au Kosovo, des ONG soulignent le manque de transparence autour d'un accord sur lequel planent de nombreuses zones d'ombre quant à son application dans la pratique. © DR.

construction du nouvel Etat. Pristina présente cet accord comme un moyen de rembourser une dette historique, mais aussi de conforter ses soutiens diplomatiques face à une Serbie revancharde. Les arguments du gouvernement social-démocrate d'Albin Kurti font mouche au sein d'une société jeune, pro-occidentale, et impatiente de rejoindre l'Union européenne. « Dans le passé, de nombreux pays européens nous ont aidés », juge ainsi Festim Lenjani, 23 ans. « Aujourd'hui, on doit montrer que le Kosovo est prêt à collaborer avec l'Europe et qu'on peut faire des choses, nous aussi, en tant qu'Etat. Cet accord contribue à notre reconnaissance à l'international. »

Au Danemark comme au Kosovo, des ONG soulignent le manque de transparence autour d'un accord sur lequel planent de nombreuses zones d'ombre quant à son application pratique. Tout comme le comité contre la torture de l'ONU, elles s'inquiètent pour le respect des droits des personnes concernées et dépeignent des prisons kosovares aux pratiques encore bien éloignées des standards scandinaves.

Deux ans après l'accord entre l'Albanie et l'Italie de Meloni visant à externaliser le traitement de la demande d'asile (jusqu'ici mis en échec par la justice italienne et européenne), les défenseurs des droits humains s'alarment de la multiplication de ce type de projets, en contradiction avec la législation européenne, dans des pays des Balkans tenus à la porte de l'Union européenne depuis plus de vingt ans. « C'est vraiment problématique et hypocrite de la part de pays européens comme le Danemark, souvent loué

pour son respect des droits humains », dénonce ainsi la chercheuse en relations internationales Donika Emini. « Ces accords transforment les Balkans en dépotoir des pays riches, qui font ici ce qu'ils ne peuvent pas faire chez eux. »

Les premiers détenus en provenance de Copenhague ne sont annoncés que pour début 2027, mais déjà plusieurs pays européens, dont la France et la Belgique, ont demandé à pouvoir eux aussi louer les places de prisons vacantes du Kosovo.

QUAND J'ÉCOUTE NOSTALGIE POUR ME METTRE DE BONNE HUMEUR



C'est bon pour le moral
La Compagnie Créole

RÉVEILLEZ-VOUS EN CHANTANT
AVEC OLIVIER ET ISA
DE 6H À 9H.

NOSTALGIE

une furieuse envie de chanter